

# La Marche sur Buenos Aires de 1935

## Fraude électorale et mobilisation de masse au temps de la crise de la démocratie

Marianne González Alemán

**La tenue inédite d'une grande marche de plus de cent mille personnes à Buenos Aires en 1935, qui fait écho à la Marche sur Rome de Mussolini en 1922, est révélatrice de la manière dont la crise des démocraties libérales s'exprime dans l'Argentine des années 1930. Organisée comme une démonstration de force des vrais patriotes et de l'élite du corps civique par le Parti démocrate national au pouvoir, face à l'Union civique radicale, perçue comme un parti plébéien, la Marche sur Buenos Aires témoigne de la nécessité pour les conservateurs argentins de légitimer leur accaparement du pouvoir politique, par la fraude électorale, en recourant eux aussi à des pratiques de mobilisation populaire.**

Le dimanche 13 octobre 1935, les habitants de la ville de Buenos Aires assistent stupéfaits à un spectacle largement répercuté par la presse nationale<sup>1</sup> : cent mille citoyens de la province de Buenos Aires convergent vers la place de Mai, cœur de la ville de Buenos Aires, pour manifester leur soutien à Manuel Fresco, alors candidat conservateur aux élections pour le poste de gouverneur<sup>2</sup>. Selon le grand

quotidien *La Nación*, la « masse populaire » défilant ce jour-là présente un certain nombre de caractéristiques qui trahissent ses origines « campagnardes : des ouvriers, des employés, des étudiants, des grands propriétaires terriens, des laboureurs et la main-d'œuvre agricole des villes et villages, des *estancias* (grandes exploitations agricoles principalement consacrées à l'élevage) et des fermes de cette pampa féconde qui entoure la métropole<sup>3</sup> ». La Marche sur Buenos Aires, telle que la nomment ses organisateurs, constitue un fait inédit. Le parti conservateur de la province, appelé Parti démocrate national (PDN) depuis 1931, n'a pas pour habitude de manifester massivement dans les rues. Jusqu'alors, il n'a par ailleurs jamais transféré de campagne électorale à portée provinciale dans l'espace de la capitale fédérale.

Depuis le coup d'État du 6 septembre 1930 qui a mis fin au mandat électorale du président radical Hipólito Yrigoyen (1928-1930), la province est dirigée par les conservateurs qui s'assurent la victoire des urnes par l'usage systématique de pratiques frauduleuses<sup>4</sup>. Le PDN est

---

dotée d'un gouvernement autonome dans le cadre du système fédéral.

(3) « La concentración se efectuó en la Plaza del Congreso », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8.

(4) Sur le coup d'État contre Hipólito Yrigoyen, voir Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977 ; Marianne González Alemán, « Alrededor del 6 de septiembre de 1930 : ¿Qué sentido para la "revolución"? », in Marianne González Alemán

---

(1) « Extraordinariamente numeroso fue ayer el desfile del PDN de Buenos Aires », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8.

(2) La ville de Buenos Aires est alors la capitale fédérale. Subordonnée à la juridiction du président de la Nation qui nomme son intendant, elle constitue un district électoral indépendant. La province de Buenos Aires, pour sa part, est

d'ailleurs l'un des principaux partis qui a soutenu la destitution du leader de l'Union civique radicale<sup>1</sup> (UCR), puis le régime dictatorial qui l'a suivi jusqu'en février 1932. Depuis octobre 1931, la décision de l'UCR de ne pas concourir aux élections, afin de délégitimer la « restauration institutionnelle » du président Agustín P. Justo, a permis au PDN de maintenir son contrôle sur le gouvernement de la province de Buenos Aires, sans que le recours à la fraude électorale n'entraîne nécessairement un haut niveau de violence<sup>2</sup>. Cependant, en 1935, le rapport de forces semble se modifier. En effet, la décision de l'UCR de reprendre le chemin des urnes vient potentiellement remettre en cause le monopole conservateur sur le district *bonaerense* (de la province de Buenos Aires). Les démocrates nationaux doivent à nouveau se préparer à affronter leurs pires ennemis, les radicaux, et la reconduction du parti à la tête de la province ne peut plus être considérée comme acquise.

Dans ce contexte, la Marche sur Buenos Aires rend donc compte d'un changement notable des formes d'organisation du parti, mais aussi de la façon dont il conçoit la compétition politique. L'étude de cette mobilisation et du contexte dans lequel elle se déroule

permet de comprendre ce changement, à un moment où la province entre dans l'ère des mobilisations de masse.

### La situation politique

En 1935, les termes de la politique *bonaerense* sont directement tributaires de la « révolution<sup>3</sup> » de septembre 1930. D'abord parce qu'en avril 1931, la dernière élection provinciale à laquelle le radicalisme a participé (et dont le déroulement n'a pas été affecté par la fraude) a donné la majorité à l'UCR. Face à la probable proclamation du radical Honorio Pueyrredón à la tête de la province, le président *de facto* José F. Uriburu a finalement décidé d'annuler les résultats des élections du district. En octobre de cette même année, à un mois des élections présidentielles, le pouvoir exécutif national a par ailleurs mis son veto officiel à la candidature des radicaux Marcelo T. De Alvear (président) et Adolfo Güemes (vice-président). Face à cette situation, les radicaux ont alors choisi de ne plus participer à la compétition électorale jusqu'à ce que soit garanti « le respect de la volonté populaire<sup>4</sup> ». Aux élections pour le poste de gouverneur de novembre 1931, l'absence de l'UCR a ainsi offert une large victoire au candidat conservateur Federico Martínez de Hoz, dépassant de loin l'apport ponctuel du recours à la fraude.

Si, à partir de 1931, les conservateurs ont garanti leur hégémonie sur la province, ils ont néanmoins dû affronter une série de difficultés

et Eugénia Palieraki (dir.), *Revoluciones imaginadas : itinerarios de la idea Revolucionaria en América Latina Contemporánea*, Santiago de Chile, RIL editores, 2013, p. 51-72 ; *id.*, « Le 6 septembre 1930 en Argentine : un coup d'État investi de révolutions », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2007 (en ligne) ; Silvia Sáitza, « 6 de septiembre de 1930 o el mito de la revolución », in Cristina Godoy (dir.), *Historiografía y memoria colectiva : tiempos y territorios*, Buenos Aires, Miño y Dávila editores, 2002, p. 179-197.

(1) L'usage de l'adjectif « radical » diffère ici de son acception française. Il désigne les partisans de l'Union civique radicale, le plus ancien parti politique moderne argentin, fondé en 1891 et dirigé par Hipólito Yrigoyen depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. L'UCR n'a pas de programme politique défini, mais les principales idées qui fondent son action sont explicitées plus bas.

(2) María Dolores Béjar, *El régimen fraudulento : la política en la provincia de Buenos Aires, 1930-1943*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005.

(3) Nous utilisons le mot « révolution » pour nous référer au terme utilisé par tous les acteurs du mouvement d'opposition civile qui précède et accompagne le coup d'État dans les rues de Buenos Aires. Ils invoquent alors la figure du « peuple », dressé au nom de la défense de la Constitution et de la République. Nous parlerons de « coup d'État » pour désigner la prise de pouvoir inconstitutionnelle du général Uriburu, sachant que, pour sa part, il parle toujours de révolution, révélant ainsi toute l'ambiguïté de la notion en 1930.

(4) Voir la déclaration de la commission nationale de l'UCR le 6 avril 1932, in Felix Luna, *Yrigoyen*, Buenos Aires, Sudamericana, 2005, p. 537.

dans leur pratique du pouvoir. D'une part, l'abstention électorale des radicaux, la fraude et l'abandon consécutif du chemin des urnes par une partie des électeurs, ont posé un problème de légitimité aux autorités élues. Ainsi, les élections législatives de 1934 ont enregistré le plus bas niveau de participation de la décennie avec 46,7 % de votants, de telle manière que les 56,3 % des voix attribuées aux conservateurs n'ont représenté que 26,3 % du corps électoral<sup>1</sup>. D'autre part, l'absence d'adversaire politique d'envergure a favorisé les luttes factieuses au sein même du camp conservateur *bonaerense*. Les disputes entre camarillas pour le contrôle des divers espaces de pouvoir au niveau local et les divisions à la tête du PDN se sont accompagnées d'un recours itératif à la violation des normes partisans et à l'exercice assumé de la violence<sup>2</sup>. Cette situation a fortement affecté la gestion des exécutifs locaux et l'organisation de l'État provincial. Elle a également contribué à dégrader l'image publique du parti, mettant en évidence son incapacité à garantir le bon fonctionnement des institutions.

Au début de l'année 1935, la destitution du gouverneur Martínez de Hoz constitue l'expression la plus évidente de la dynamique factieuse qui domine alors le parti. Dans un contexte de dispute entre différents groupes dirigeants pour la désignation du futur candidat à la direction de la province, un « coup d'État » institutionnel oblige le tenant du titre à démissionner. À la fin du mois de février, Manuel Fresco, seul capable de mettre fin aux graves conflits internes des conservateurs de Buenos Aires, est finalement désigné par le PDN, soutenu au niveau national par le président de la Nation, Agustín P. Justo.

(1) María Dolores Béjar, « El gobierno de Manuel Fresco : entre la justicia social y el fraude patriótico », *Cuadernos del CISH*, 2, 1997, p. 79-133, p. 86.

(2) M. Dolores Béjar, *El régimen fraudulento...*, *op. cit.*

Dans ce contexte, les élections de novembre 1935 et le retour aux urnes des radicaux constituent un enjeu de poids. La possible victoire de l'UCR non seulement menace l'avenir du PDN à la tête de la province, mais met aussi en péril la Concordancia, la coalition au pouvoir au niveau national<sup>3</sup>. À sa tête, le président Justo n'a en effet plus l'assurance d'obtenir la majorité nécessaire au contrôle de sa succession. En conséquence, les élections de la province de Buenos Aires, district électoral le plus important du pays<sup>4</sup>, représentent un scrutin décisif, d'autant que l'accès au gouvernement provincial placerait le vainqueur dans une position favorable pour briguer, deux ans plus tard, la présidence de la Nation.

Enfin, pour les dirigeants conservateurs, le radicalisme représente les pires vices qui puissent menacer la République. Cinq ans auparavant en effet, le contexte de crise économique et politique qui a conduit au coup d'État a marqué le paroxysme d'une longue suite de tensions amorcée dès 1916 entre les partisans du gouvernement d'Yrigoyen et l'opposition. En effet, depuis la création de l'UCR en 1891, le projet politique du radicalisme a consisté à revendiquer la restauration des principes (la souveraineté populaire et la division

(3) La Concordancia est une alliance composée par des forces politiques hétérogènes qui ont soutenu l'élection d'Agustín P. Justo à la présidence et forment son gouvernement. Elle suppose un accord minimum, établi en juillet 1932, pour faciliter le travail parlementaire de la majorité entre le Parti démocrate national (la fédération des partis conservateurs de province), les quelques structures provinciales du radicalisme antipersonnaliste et le Parti socialiste indépendant. Cet accord n'implique pas d'alliance électorale, les différentes forces pouvant s'affronter ponctuellement aux élections dans les différents districts.

(4) La présidence et la vice-présidence de la Nation argentine sont alors le résultat d'une élection effectuée par un collège de trois cent soixante-seize électeurs, eux-mêmes élus dans les quatorze provinces et dans la capitale au suffrage universel masculin direct. En 1928, la capitale compte soixante-huit électeurs, la province de Buenos Aires, quatre-vingt huit : elles représentent à elles deux 41 % du total de ces grands électeurs.

des pouvoirs), des institutions (le suffrage) et des traditions républicaines, considérés comme pervertis par les gouvernements conservateurs de la période 1880-1912. Jusqu'à la loi Sáenz Peña de 1912 qui instaure le caractère obligatoire et secret du suffrage universel masculin, le Parti radical s'est d'ailleurs exclu lui-même du jeu institutionnel pour revendiquer le recours légitime à l'action révolutionnaire. Par ce biais, il s'agissait de rétablir les vertus et les modes de participation civique propres aux libertés républicaines d'antan, afin de conjurer la « corruption » de l'ordre fondateur de la Constitution de 1853 et la « décadence morale » de l'élite au pouvoir.

Élu à la présidence de la Nation en 1916, Hipólito Yrigoyen (1916-1922) a continué de considérer son action comme une lutte messianique contre un « régime oligarchique » personnifié par la classe politique conservatrice. Identifiant la cause de l'UCR à celle de la nation tout entière, il concevait son mandat électoral comme l'incarnation de la volonté unanime du peuple et de ses aspirations à la régénération démocratique<sup>1</sup>. Le suffrage fondait ainsi la légitimité du président à accomplir sa mission providentielle, celle d'établir le règne de la Constitution et de la démocratie, par-delà le respect des institutions.

Le conflit politique entre le gouvernement et les crispations de l'opposition s'est ainsi particulièrement cristallisé dans l'arène du Parlement, dépositaire direct de la souveraineté du peuple aux yeux des législateurs anti-yrigoyenistes. Au cours de la première

présidence d'Yrigoyen, l'opposition n'a cessé de dénoncer ce qu'elle considérait comme les empiétements du gouvernement sur les prérogatives du pouvoir législatif. Le mépris gouvernemental pour les interpellations parlementaires et l'usage abusif par l'exécutif de son pouvoir de destituer les gouverneurs de province en dehors des sessions parlementaires sont les éléments les plus récurrents dénoncés par les législateurs anti-yrigoyenistes. Dans les discours émanant des milieux conservateurs de l'élite politique, transparissait une certaine incapacité à accepter le principe de la souveraineté du nombre. Pour ces derniers en effet, le suffrage universel apportait la preuve que l'élection démocratique ne sanctionnait pas la capacité à gouverner, le radicalisme au pouvoir se voyant assimilé au contraire au gouvernement des « incapables ».

Le contexte de crise qui a conduit à la destitution d'Hipólito Yrigoyen en 1930 constitua un moment d'exacerbation de ce processus de double délégitimation entretenu tant par le gouvernement que par l'opposition. Ainsi, en 1928, le vieux leader radical a-t-il interprété sa deuxième élection au premier tour, avec plus de 57 % des voix, comme un « plébiscite » à travers lequel l'identité presque totale entre parti, leader et « volonté de la nation » se voyait confirmée sans appel. Cette conception unanimiste et morale de la démocratie a renforcé la tendance à la négation de la légitimité représentative de ses adversaires politiques.

Du côté d'une grande partie de l'opposition, la réélection d'Hipólito Yrigoyen a alimenté un profond désenchantement vis-à-vis des mécanismes démocratiques, dans un contexte international marqué par la crise des principes libéraux et de la vision progressiste de l'histoire. Face à un parti, l'UCR, auquel ils attribuaient les pires vices (personnalisme, démagogie, « mauvais gouvernement ») et qui

(1) À propos des conflits institutionnels et des visions opposées sur le régime démocratique en vigueur pendant le premier gouvernement d'Yrigoyen, voir Ana María Mustapic, « Conflictos institucionales durante el primer gobierno radical : 1916-1922 », *Desarrollo Económico*, 24 (93), 1984, p. 85-108 ; Luciano de Privitello, « Las elecciones entre dos reformas : 1900-1955 », in Hilda Sabato, Marcela Ternavasio, Luciano de Privitello et Ana Virginia Persello, *Historia de las elecciones en la Argentina (1805-2011)*, Buenos Aires, El Ateneo, p. 135-233.

semblait invincible par les urnes, des milieux très divers du spectre politique (conservateurs, nationalistes, radicaux antipersonnalistes, socialistes indépendants, une partie des étudiants) ont commencé à exprimer une perte de confiance vis-à-vis de la vertu régénératrice du suffrage tel qu'il s'exprimait depuis 1912<sup>1</sup>. Pour la plupart des élites politiques traditionnelles, qui n'avaient jamais vraiment accepté les changements inhérents à l'élargissement du corps électoral, la persistance de la « démagogie » yrigoyeniste venait corroborer l'idée grandissante selon laquelle l'énorme majorité des Argentins n'était pas apte à voter.

En septembre 1930, de larges franges de l'élite politique opposée au gouvernement conclurent ainsi que ce qu'elles considéraient comme l'échec de l'expérience ouverte par la loi Sáenz Peña de 1912 rendait inéluctable une intervention extra-institutionnelle, « que ce soit pour reconstruire l'ordre républicain sur des bases qui ne soient plus celles de la démocratie du suffrage universel, ou bien, et c'est l'alternative que privilégiaient encore la plupart, pour recommencer une expérience démocratique sur des bases qu'ils [imaginaient] plus solides<sup>2</sup> ». Après plusieurs semaines de mobilisation de l'opposition dans les rues de Buenos Aires et dans la presse, le soulèvement civico-militaire du général José Félix Uriburu provoquait la chute d'Hipólito Yrigoyen.

La question du retour aux urnes des radicaux en 1935 dépasse donc les simples enjeux électoraux. Pour la Concordancia, la révolution de 1930 a mis fin à la « tyrannie de la plèbe ». Ses résultats ne peuvent donc en aucun cas rester lettre morte. La nécessité d'empêcher une

possible victoire de l'UCR est d'ailleurs clairement posée dans les termes d'un affrontement militaire par les candidats conservateurs de la province de Buenos Aires : « *¡no pasarán!* » est l'un des principaux slogans répété par Manuel Fresco pendant la campagne. Pour barrer la route à l'ennemi, le conservatisme *bonaerense* a d'ailleurs pris le chemin d'une réforme de la législation électorale dans la province. Une nouvelle loi, sanctionnée au milieu de l'année 1935 et qualifiée par ses adversaires de « loi piège », donne au gouvernement local un pouvoir total sur la désignation des présidents de bureaux de vote et restreint les attributions des représentants de partis chargés de veiller au bon déroulement du scrutin. De cette manière, le PDN assure son contrôle sur l'expression et les résultats du suffrage<sup>3</sup>.

Au-delà de la manœuvre frauduleuse, la nouvelle loi résulte aussi d'une réflexion plus profonde sur la question électorale, à un moment où la démocratie libérale fait l'objet de nombreuses critiques. Pour Manuel Fresco en particulier, représentant de la droite nationaliste et catholique, la loi Sáenz Peña a permis à des citoyens « ineptes » d'élire des gouvernements radicaux incompetents ; cet effet pervers doit être corrigé<sup>4</sup>. Il clame ainsi son inclination pour le vote *viva voce*, justifie sans complexe la pratique de la fraude et exprime ouvertement ses sympathies pour les systèmes autoritaires européens, en premier lieu le fascisme de Mussolini<sup>5</sup>. À ses yeux, la modification des

(1) Luciano de Privitellio, « La política bajo el signo de la crisis », in Alejandro Cattaruzza, *Crisis económica, avance del estado e incertidumbre política (1930-1943)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2001, p. 97-142.

(2) Tulio Halperín Donghi, *Vida y muerte de la República verdadera (1910-1930)*, Buenos Aires, Emecé, 2007, p. 279.

(3) Julio César Melón Pirro, « Legislación y práctica electoral en la década de 1930 : la "ley trampa" y el "fraude patriótico" », in Julio César Melón Pirro et Elisa Pastoriza (dir.), *Los caminos de la democracia : alternativas y prácticas políticas (1900-1943)*, Buenos Aires, Biblos, 1996, p. 163-179.

(4) Doctor Manuel A. Fresco, *Mensaje del Gobernador de la Provincia de Buenos Aires a la Honorable Legislatura*, La Plata, sans éditeur, 1936, p. 8-9.

(5) Sur Manuel Fresco, voir M. Dolores Béjar, *El régimen fraudulento...*, op. cit. ; Emir Reitano, *Manuel Antonio Fresco : entre la renovación y el fraude*, Provincia de Buenos Aires, Instituto cultural, Archivo histórico « Dr. Ricardo Levene », 2005 ; Rafael Bitrán et Alejandro Schneider, *El gobierno*



règles du jeu politique doit permettre de produire un système différent de représentation des masses au sein duquel le suffrage n'occupe pas nécessairement une place centrale.

Dans cette logique, la manipulation de l'exercice du vote et de ses résultats n'est pas le seul instrument envisagé par le candidat conservateur. Bien que cela paraisse contradictoire et alors que les résultats de la future élection sont joués d'avance, Manuel Fresco déploie un coûteux effort de propagande qui inclut de multiples rassemblements dans chaque localité, l'affrètement de trains spéciaux afin d'augmenter le nombre de participants, des orchestres, des banquets où sont offertes des grillades, l'usage d'une dizaine de chaînes de radios, etc.<sup>1</sup> La Marche sur Buenos Aires représente le point d'orgue de cette mobilisation. Son organisation et son déroulement reflètent les défis que la fin de l'abstention des radicaux pose aux conservateurs. Elle révèle aussi les nouvelles conceptions de la société et de la politique que le candidat Fresco cherche alors à promouvoir : parallèlement à l'usage de la fraude, il s'agit de démontrer que la participation populaire peut passer par d'autres voies que le vote.

### Une démonstration de force populaire

La Marche sur Buenos Aires ou Marche de la Victoire est conçue par ses organisateurs comme une démonstration de force qui se doit d'être massive et imposante. Dans une lettre au président Justo, Manuel Fresco affirme que le « grand défilé civique » doit être « le plus

transcendant qui ait été célébré durant la campagne<sup>2</sup> ». À cet effet, il redouble d'efforts de mobilisation et annonce par avance dans les journaux que sa candidature est capable de rassembler soixante comités de province dans la capitale fédérale, c'est-à-dire cent mille partisans<sup>3</sup>. À cette époque, le chiffre est particulièrement remarquable car très peu de manifestations ont jusqu'alors réuni un tel nombre de participants<sup>4</sup>.

L'organisation de l'événement est particulièrement pointilleuse. Elle est centralisée par un « Commandement » formé par Manuel Fresco et le député Daniel Videla Dorna. Le Commandement envoie ses instructions très strictes au président du Parti et aux différents comités locaux, afin de mobiliser le plus grand nombre de partisans d'une façon bien précise. Les comités conservateurs de la province sont en effet réunis en trois groupes. Le groupe Ouest tout d'abord, qui rassemble les municipalités de Alberti, Bragado, Carmen de Areco, Chivilcoy, General Pinto, General Rodríguez, La Matanza, Las Heras, Lincoln, Lobos, Luján, Marcelino Ugarte, Marcos Paz, Mercedes, Merlo, Moreno, Nueve de Julio, Roque Pérez,

(2) Archives générales de la Nation (AGN), fonds Agustín P. Justo (FAJ), carton 36, document 231, lettre de Manuel A. Fresco au président du comité du Parti démocrate national, 1<sup>er</sup> octobre 1935.

(3) *Ibid.*

(4) Pendant la décennie, les mobilisations populaires rassemblent rarement plus de vingt mille personnes. À notre connaissance, ce nombre a été dépassé à trois reprises seulement : en 1932, une mobilisation radicale organisée dans le centre de la capitale pour célébrer la fin de la dictature réunit approximativement soixante mille partisans. Le 1<sup>er</sup> mai 1936, le grand meeting du Front populaire « pour la paix, la liberté et la justice sociale » organisé par le Parti socialiste, la CGT et le Parti démocrate progressiste mobilise environ cent cinquante mille militants. Seules les funérailles d'Hipólito Yrigoyen en juillet 1934 ont mobilisé dans les rues de Buenos Aires une foule manifestante dont le nombre oscille selon les journaux entre cent cinquante mille et cinq cent mille. Voir Marianne González Alemán, « "Virils et civilisés" : citoyenneté et usages politiques de la rue à Buenos Aires (1928-1936) », thèse de doctorat en histoire, Université Paris-I, 2012 ; Sandra Gayol, « Ritual fúnebre y movilización política en la Argentina de los años treinta », *PolHis*, 12 (6), 2013, p. 225-243.

*conservador de Manuel A. Fresco en la provincia de Buenos Aires*, Buenos Aires, Centro editor de América latina, 1991.

(1) Martín O. Castro, « Partidos políticos, opinión pública y estrategias de comunicación en los períodos pre-electorales : la provincia de Buenos Aires, 1912-1941 », in María E. Spinelli, *La conformación de las identidades políticas en la Argentina del siglo XX*, Cordoue, Ferreyra editor, 2000, p. 125-158 ; María Dolores Béjar, « La construcción del fraude y los partidos políticos en la Argentina de los años treinta », *Cuadernos del CISH*, 15-16, 2004, p. 65-97.

Saladillo, San Adrés de Giles, Seis de septiembre, Suipacha et Veinticinco de Mayo. Il est prévu que trois mille hommes de la zone se rendent à la Marche. Le groupe Nord convoque environ vingt-six mille quatre cents affiliés de Vicente López, San Isidro, Las Conchas, San Fernando, San Martín, Pergamino, General Sarmiento, Rojas, San Nicolás, Ramallo, Leandro N. Alem, Chacabuco, Pilar, San Pedro, Baradero, Junín, Bartolomé Mitre, San Antonio de Areco, Exaltación de la Cruz, General Uruburu et Campana. Le groupe Sud doit réunir trente-cinq mille sept cents militants en provenance d'Avellaneda, Lomas de Zamora, Quilmes, Florencio Varela, Almirante Brown, Brandsen, San Vicente, La Plata, Azul, General Belgrano, General Paz, Las Flores, Cañuelas, Monte et Echeverría. Le comité le plus important, celui d'Avellaneda, dirigé par Alberto Barceló, promet notamment d'envoyer douze mille de ses membres à la manifestation<sup>1</sup>.

Afin d'assurer une présence massive de leurs partisans, les organisateurs mettent à disposition de chacun des groupes des automobiles, des camionnettes et soixante-quatorze trains spéciaux. Une fois arrivé à Buenos Aires, le groupe Ouest doit commencer sa marche vers le centre depuis la gare d'Once, le groupe Nord depuis celle de Retiro et le groupe Sud depuis celle de Constitución. Les trois colonnes sont ensuite sommées de parcourir les rues du centre-ville pour se rejoindre sur la place du Congrès, puis avancer ensemble sur l'avenue de Mai jusqu'à la place de Mai, où elles se rassemblent devant le siège du gouvernement national<sup>2</sup>. Si l'organisation de défilés

venus des quartiers périphériques et convergeant vers une place du centre de la capitale constitue une pratique traditionnelle des partis portègues lors des meetings de clôture de campagne, l'initiative de Manuel Fresco se distingue ici du rituel installé<sup>3</sup>. D'abord parce que ces rassemblements sont d'ordinaire organisés sur la place du Congrès, signe d'une reconnaissance de la démocratie parlementaire. Ensuite parce qu'il ne s'agit ni d'une élection présidentielle, ni d'une élection qui implique directement la population portègne.

Le 13 octobre, la Marche est un succès. Cinquante-huit des cent dix districts de la province sont représentés. Selon les autorités du PDN, cent vingt mille partisans sont mobilisés dans les rues portègues, cent mille selon les journaux<sup>4</sup>. En ce sens, le parti atteint ses objectifs : démontrer sa capacité de mobilisation de la population *bonaerense*. Les sources disponibles ne permettent malheureusement pas d'appréhender précisément la composition sociale des cortèges<sup>5</sup>. Toutefois, les chroniques des grands quotidiens nationaux font état du caractère à la fois massif et « populaire » de l'événement, tout en insistant, avec une certaine note d'exotisme, sur l'aspect inhabituel et bigarré du profil de ces manifestants venus défilé dans la capitale. En effet, les membres des divers comités présents ce jour-là proviennent autant des districts récemment industrialisés de la banlieue proche, que des petits

(1) AGN, FAJ, carton 49, documents 212 à 226.

(2) AGN, FAJ, carton 36, document 212-223 ; « Tuvo lugar en la metrópoli la manifestación cívica organizada por el Partido Demócrata Nacional », *El Día*, 14 octobre 1935, p. 3-4. La place de Mai est la place centrale de Buenos Aires, où se trouve le siège du gouvernement, la municipalité et l'église cathédrale. C'est aussi le lieu traditionnel des grandes manifestations populaires.

(3) À ce sujet, voir María José Valdez, « Campañas electorales en la ciudad de Buenos Aires, 1912-1930 : entre prácticas y discursos », communication présentée aux quatrièmes Journées d'histoire politique, Bahía Blanca, 1-2 octobre 2009.

(4) « Extraordinariamente numeroso fue ayer el desfile del PDN de Buenos Aires », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8 ; « La gran manifestación demócrata nacional », *Caras y Caretas*, 19 octobre 1935, p. 107.

(5) Les archives de police de la capitale fédérale n'ont pas été conservées pour la période. Il n'existe pas non plus d'archives du PDN nous permettant de connaître la composition des comités. Nous sommes donc tributaires des maigres informations fournies par les journaux à ce sujet.

villages de la pampa et des riches bourgs agricoles qui composent le vaste district.

Ainsi, une cinquantaine d'« hommes à cheval avec de magnifiques montures et une allure nettement gauchesque » en provenance de La Matanza côtoie des « manifestants soigneusement habillés », de « vieux créoles » chaussés d'espadrilles et des « paysans en poncho et culotte [*bombacha*] », des « gens de la campagne dont l'esprit rural n'est pas habitué à défiler de la sorte dans une métropole ». Plus urbaine, une délégation de « jeunes femmes coiffées de bérets rouges et de rubans bleus et blancs » annonce « l'arrivée d'affiliés d'une ville de province », celle de Suipacha<sup>1</sup>. Un groupe d'étudiants de l'Université de La Plata et une organisation de jeunesse de la ville de banlieue d'Avellaneda se sont aussi associés à l'événement<sup>2</sup>. De la sorte, conclut *La Nación*, « le premier État argentin, aussi immense territorialement [...] qu'abondant en caractères sociaux du fait de la diversité de ses localités [...] s'est trouvé représenté par cette masse populaire ». Cette même appréciation permet à Manuel Fresco d'affirmer, dans son discours prononcé depuis la place de Mai, que le parti conservateur prouve ainsi qu'il est la « force éminemment populaire et démocratique » non seulement de la province, mais aussi du pays. Une telle affirmation revêt plusieurs sens qui méritent d'être analysés.

D'une part, face au radicalisme, le PDN se voit obligé de doubler la mise. L'UCR constitue la principale force électorale de la province et possède une longue tradition de mobilisation populaire dans les rues, en particulier

dans celles de la capitale<sup>3</sup>. Pour sa part, le visage public du parti conservateur *bonaerense* est alors étroitement associé à la fraude et à la « loi piège ». Pendant les semaines précédant la Marche, le Parti socialiste et l'UCR ont d'ailleurs organisé plusieurs rassemblements dans la ville de Buenos Aires, pour protester contre la nouvelle législation provinciale et contre les irrégularités auxquelles celle-ci doit forcément donner lieu le jour du vote<sup>4</sup>. De ce fait, les conservateurs sont confrontés à la nécessité de modifier cette image négative en démontrant que, au-delà de sa propension à la fraude, le PDN possède aussi une capacité de mobilisation large et populaire. Le rassemblement massif fonctionne donc comme la preuve tangible de la force électorale que le parti prétend représenter.

D'autre part, les grands meetings électoraux interviennent habituellement à l'issue d'une campagne de deux ou trois mois au cours de laquelle les partis de la ville réalisent des centaines de conférences à l'air libre dans les divers quartiers de la capitale. Ces tribunes visent non seulement à donner une visibilité à l'adhésion des citoyens au parti organisateur, mais également à pénétrer la sociabilité locale, pour convaincre le plus grand nombre d'électeurs<sup>5</sup>. Ici, les affiliés des différents comités conservateurs sont bien désignés comme des hommes « en droit de voter » qui défilent en portant de façon visible leurs cartes d'électeurs<sup>6</sup>. Toutefois, la mobilisation prend davantage la forme d'une démonstration de force où le nombre et la cohésion des manifestants deviennent prioritaires. L'individu-citoyen s'efface derrière l'unité du corps collectif et la dimension

(1) « La concentración se efectuó en la Plaza del Congreso », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8 ; « Un desfile de adherentes realizó el Partido demócrata nacional de Buenos Aires », *La Prensa*, 14 octobre 1935, p. 9.

(2) « Los grupos juveniles », *La Frontera*, 14 octobre 1935, p. 1.

(3) Voir M. González Alemán, « “Virils et civilisés”... », *op. cit.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) « La concentración cívica de mañana », *La Nación*, 12 octobre 1935, p. 9.



pédagogique de l'événement est relativisée au profit de son caractère massif. Il n'est plus question de convaincre, puisque grâce à la fraude, l'élection est gagnée d'avance. Il s'agit de mettre en scène dans l'espace de la capitale l'idée selon laquelle « la volonté du peuple authentique de la province de Buenos Aires » se trouve bel et bien du côté des candidats conservateurs. Ainsi, affirme Manuel Fresco, la légende de « la majorité radicale partira en fumée<sup>1</sup> ».

### La marche des hommes « cultivés »

Au-delà du nombre de participants à la Marche, les candidats se félicitent de la « culture », de l'« enthousiasme civique », de l'« ordre » et de la « ferveur patriotique » des manifestants<sup>2</sup>. Face aux accusations de pratiques illégales et de violence formulées par les autres partis, le PDN cherche à se montrer comme un parti d'hommes respectables et civilisés. L'organisation pointilleuse du rassemblement soigne particulièrement cet aspect. Les circulaires préalablement envoyées aux divers comités transmettent des instructions précises : les affiliés doivent défiler en ordre, « en évitant les dommages et les cris insultants », et obéir à la lettre aux instructions des commissaires de colonne. Il est également interdit aux partisans d'aller à la mobilisation en état d'ivresse ou en portant une arme. Il est d'ailleurs prévu que chaque manifestant remette son couteau ou son revolver aux organisateurs avant de monter dans le train. Les armes confisquées doivent ensuite être étiquetées et conservées dans des cartons, pour être rendues à leurs propriétaires à leur retour<sup>3</sup>. « Sans cette discipline, indique l'une des circulaires, nous ne pourrions pas

démontrer que nous sommes un parti cultivé, fort et bien organisé<sup>4</sup>. »

Plusieurs raisons expliquent l'insistance sur la conduite modérée à suivre par les manifestants. En premier lieu, dans les années 1930, il est courant que la population civile masculine porte une arme. Cette habitude fait partie de codes de violence virile relativement enracinés dans la société argentine<sup>5</sup>. En second lieu, cette préoccupation reflète une certaine réalité des pratiques politiques dans la province, où les factions conservatrices (mais aussi radicales) n'excluent pas le recours à l'affrontement pour résoudre leurs disputes internes. Certains dirigeants politiques (*caudillos*) du Grand Buenos Aires<sup>6</sup> n'hésitent d'ailleurs pas à nouer des alliances avec de grands délinquants (*pistoleros*), afin de se constituer une force capable d'organiser leur contrôle sur le territoire du district. Le cas le plus célèbre est celui du maire d'Avellaneda, Alberto Barceló, dont l'homme de main n'est autre que Ruggierito, chef d'un réseau de prostitution et principal référent du jeu clandestin dans la ville<sup>7</sup>.

Par la Marche, Manuel Fresco cherche à proposer un autre profil. Afin de s'ériger en figure alternative du radicalisme, il doit faire apparaître le PDN comme un parti ordonné. Il n'est pas possible d'accepter que les affiliés reproduisent les pratiques attribuées par les dirigeants conservateurs à la « plèbe » radicale.

(4) AGN, FAJ, carton 49, document 226, instrucciones de Daniel Videla Dorna a los comités de distrito, circular n° 1, 23 septembre 1935.

(5) Sur ces questions, voir Lila Caimari, *Mientras la ciudad duerme : pistoleros, policías y periodistas en Buenos Aires, 1920-1945*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2012.

(6) On désigne par « Grand Buenos Aires » la banlieue de la ville de Buenos Aires.

(7) Ana Victoria Cecchi, « Polifónicas imágenes delictivas : narrar a Ruggierito », *Espéculo : revista de estudios literarios*, 45 (14), juillet-octobre 2010 ; Adrián Pignatelli, « Ruggierito : política sucia en tiempos violentos », *Todo es Historia*, 456, juillet 2005, p. 6-18 ; Norberto Folino, *Barceló y Ruggierito : patrones de Avellaneda*, Buenos Aires, Centro editor de América latina, 1971.

(1) « Un mensaje : lo dirigió anoche a sus correligionarios el Dr. Fresco », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 8.

(2) *Ibid.*

(3) AGN, FAJ, carton 49, document 227, circular n° 2 de Manuel A. Fresco, 26 septembre 1935.

Il s'agit donc de démontrer « la culture du peuple de la province de Buenos Aires et l'autorité morale qu'exercent sur celui-ci les dirigeants du Parti démocrate national<sup>1</sup> ». En ce sens, le choix de défilé dans la ville de Buenos Aires, alors même que celle-ci n'est pas concernée par les élections provinciales, est significatif. Dans l'imaginaire de l'époque, la capitale tend à être associée à un territoire d'exception, « civilisé et moderne », les comportements de ses habitants manifestant un haut niveau de culture civique<sup>2</sup>. L'insistance sur le caractère « cultivé » de la manifestation révèle ainsi la volonté des organisateurs de se montrer dignes de l'espace presque sacré de la métropole. À la fin du rassemblement, Fresco n'hésite d'ailleurs pas à déclarer aux manifestants réunis sur la place de Mai : « La capitale a vu de ses propres yeux que nous constituons une force respectable<sup>3</sup>. »

### Un combat qui va au-delà des élections

La référence constante des organisateurs à la nécessité de maintenir la discipline de la Marche renvoie enfin à une conception particulière de la participation populaire, fortement imprégnée de valeurs militaires. Ce n'est pas un hasard si, nous l'avons vu, la commission organisatrice choisit de prendre le nom de Commandement. Plusieurs jours avant l'événement, le Commandement envoie à chaque comité les instructions à suivre et réitère l'obligation absolue d'obéir à toutes les consignes données par le « commandant » Videla Dorna,

membre notoire de la Ligue républicaine, organisation nationaliste d'inspiration maurassienne ayant participé au coup d'État militaire de 1930<sup>4</sup>. Au cours du rassemblement, ce dernier, installé dans une cabine de transmission sur le parvis du palais du Congrès, lance ses ordres par haut-parleur à cinq cents commissaires de colonne qui portent un brassard bleu et blanc au bras droit et à trois mille cinq cents chefs de cohortes. Les premiers, dotés de side-cars et de voitures, sont chargés de faire appliquer les instructions du Commandement et de canaliser la mobilisation. Les seconds se voient attribuer la tâche de commander des groupes de trente partisans et de former les files de manifestants, en contrôlant les distances, de manière à ce que le défilé prenne un aspect ordonné. Chaque comité doit par ailleurs être précédé d'une fanfare de musiciens formés par rangs de dix et munis de drapeaux argentins, en vue d'avancer au son de marches militaires. Se tient ensuite le président de section, accompagné, à un mètre de lui et de part et d'autre, de deux secrétaires adjoints. Puis viennent trois porte-drapeaux, l'un, au centre, arborant l'étendard du parti, les deux autres, sur ses flancs, brandissant le drapeau national. Ils sont suivis des affiliés du comité, par formations organisées en lignes de dix. Enfin, cinquante-huit pancartes portent cent seize slogans officiels, qui imposent un message unifié aux participants<sup>5</sup>.

(1) AGN, FAJ, carton 49, document 227, circular n° 2 de Manuel A. Fresco, 26 septembre 1935.

(2) Adrián Gorelik, *La Grilla y el parque : espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Bernal, Editorial de la Universidad de Quilmes, 2004 ; Marianne González Alemán, « L'entrée en scène des périphéries : citoyenneté des milieux populaires et rapport à l'espace à Buenos Aires (1916-1946) », *Cahiers des Amériques latines*, 54-55, 2009, p. 191-209.

(3) « Un mensaje : lo dirigió anoche a sus correligionarios el Dr. Fresco », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 8.

(4) AGN, FAJ, carton 49, document 226, instrucciones de Daniel Videla Dorna a los comités de distrito, circular n° 1, 23 septembre 1935.

(5) AGN, FAJ, carton 49, documents 226 et 230, instrucciones de Daniel Videla Dorna a los comités de distrito, circular n° 1, 23 septembre 1935, et instrucciones de Daniel Videla Dorna a los comités de distrito, circular n° 3, 30 septembre 1935. « La concentración se efectuó en la Plaza del Congreso », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8. « Por radio se impartieron ayer las últimas instrucciones a los jefes de sección de las distintas delegaciones », *La Frontera*, 12 octobre 1935, p. 4.

Si les organisateurs reprennent en partie le modèle républicain du citoyen « idéal » et « respectable », c'est pour lui associer les valeurs d'ordre et de cohésion. L'organisation de la Marche laisse apparaître une conception fondamentalement hiérarchique de la participation politique. Non seulement elle réserve une place à part et supérieure aux dirigeants, mais elle exige aussi des affiliés une discipline et une obéissance sans failles. Comme l'affirme Manuel Fresco dans son communiqué final, par leur participation à la Marche, les partisans accomplissent leur devoir de « chefs et de soldats au sein de l'armée pacifique qui a parcouru les rues de la capitale<sup>1</sup> ». Ainsi, le sens de la Marche de la Victoire dépasse la référence à un simple triomphe électoral. Il renvoie à un combat plus général à mener contre le radicalisme. Le rassemblement vient conjurer symboliquement, dans l'espace urbain, la menace de dislocation de l'ordre social que fait peser ce dernier, fruit de la démocratie libérale. D'ailleurs, l'une des pancartes brandies par les manifestants porte l'affirmation suivante : « Nous venons dans la capitale pour lui dire que tous les Argentins doivent s'unir contre la démagogie<sup>2</sup>. »

Aux yeux des organisateurs, la démonstration de force ne concerne pas seulement l'élection provinciale. Bien au contraire, la nécessité de conserver le gouvernement *bonaerense* est présentée comme une cause nationale, celle de la lutte contre le retour des radicaux au pouvoir. Pour Manuel Fresco, il s'agit de défendre par tous les moyens les principes qui ont motivé la révolution du 6 septembre 1930 et la destitution d'Hipólito Yrigoyen. Cela explique sa décision de mobiliser à Buenos Aires : les colonnes de partisans enrégimentés du PDN

doivent théâtraliser le « *¡no pasaran!* » au cœur de la République ; là même où, cinq ans auparavant, le « peuple de la capitale » et une fraction de militaires se sont soulevés contre Yrigoyen. À la fin du défilé, Videla Dorna lance d'ailleurs l'ordre suivant à la multitude réunie sur la place de Mai :

« N'oubliez pas, vous autres, l'abominable passé de démagogie au gouvernement ! Rappelez-vous du réveil joyeux du 6 septembre et renouvelons tous ensemble, dans une seule aspiration patriotique, le serment solennel de lutter et de vaincre. Vive la patrie ! Hommes, femmes et enfants de Buenos Aires : à l'action<sup>3</sup> ! »

La lutte contre le retour du radicalisme est donc présentée par Manuel Fresco et Videla Dorna comme un enjeu de salut national. L'un comme l'autre usent d'ailleurs de la rhétorique républicaine qui avait dominé lors du mouvement civico-militaire de 1930. Celle-ci valorise l'action civique, le courage d'exprimer fermement ses convictions dans l'espace public et le devoir citoyen de se dresser en armes pour défendre la République face à un gouvernement tyrannique. Ces motifs chers à la tradition politique argentine depuis le 19<sup>e</sup> siècle sont désormais associés aux valeurs militaires qui ont surgi du coup d'État. D'ailleurs, ce ne sont plus les libertés républicaines qu'il s'agit de préserver, mais « les principes de la révolution de Septembre », seuls remparts face à la menace de dissolution nationale. Pour Videla Dorna, « l'avenir des institutions du pays est au-dessus des intérêts des partis politiques ». Il faut donc savoir « apprécier les résultats pratiques » du mouvement de 1930, car « les solutions positives sont le fruit de la décision et du caractère, attributs des esprits forts<sup>4</sup> ». Les citoyens de la Marche se voient ainsi définis

(1) « Un mensaje : lo dirigió anoche a sus correligionarios el Dr. Fresco », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 8.

(2) « La concentración se efectuó en la Plaza del Congreso », *La Nación*, 14 octobre 1935, p. 7-8.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

comme des hommes capables de prendre les armes pour défendre la Nation contre des éléments qui menacent son unité et son intégrité, restaurées par la révolution. Selon cette logique, la falsification des résultats électoraux est parfaitement justifiée, puisque le candidat revendique non le suffrage, mais la victoire de la révolution de Septembre comme source de légitimité de son futur gouvernement.

L'étude de la Marche sur Buenos Aires fait apparaître une variante locale originale des difficultés que les démocraties libérales affrontent dans l'entre-deux-guerres. En effet, bien que les termes de la vie politique argentine présentent des similitudes avec ceux qui agitent alors l'Europe, ils prennent place dans le cadre d'une culture et d'un champ politiques spécifiques au sein desquels le problème de la représentation est posé sous un angle différent.

Si en octobre 1935, l'évocation de la Marche sur Rome est dans toutes les têtes, ces réminiscences ne sont que purement contextuelles. La Marche sur Buenos Aires est organisée par le parti en place dans la province, avec le soutien du président de la Nation. Il ne s'agit donc pas d'effectuer une grande démonstration de force martiale qui viserait à accéder au pouvoir tout en conservant les apparences de la légalité, ni de substituer à l'État libéral une dictature capable de refonder l'ordre social sur d'autres bases. Bien qu'en filigrane de la mobilisation il soit possible de trouver les marques d'un projet alternatif aux principes de la démocratie libérale, ce n'est pas sans une certaine ambiguïté propre à l'héritage de la révolution de 1930.

La Marche est révélatrice de la situation dans laquelle se trouve l'Argentine depuis le coup d'État d'Uriburu. Pour les élites politiques qui ont soutenu le renversement du président Yrigoyen, l'établissement du suffrage universel masculin obligatoire et secret n'a

eu que des conséquences négatives, puisqu'il a porté le radicalisme au pouvoir, c'est-à-dire la « tyrannie de la plèbe ». Manuel Fresco est de ceux qui ne cachent ni leur mise en cause du système électoral instauré en 1912, ni leur admiration pour les systèmes autoritaires européens. De ce fait, sa campagne électorale ne vise ni à mobiliser ni à convaincre l'électorat de voter en faveur de sa candidature ; la « loi piège » lui donne déjà l'assurance de la victoire. Il cherche plutôt à établir un nouveau mode de participation populaire et de légitimation du pouvoir.

Ainsi, tout en reprenant le répertoire classique des défilés de fin de campagne, la Marche se voit attribuer la fonction de sanctionner physiquement, dans l'espace urbain de la capitale, l'inévitable triomphe électoral du candidat du PDN. Cette victoire est certaine puisqu'elle est assurée par la fraude. Dans le même temps, cette dernière n'est pas un problème, car à travers la mobilisation massive dans la rue, le parti démontre préalablement sa dimension « populaire ». De plus, l'enjeu des élections ne se pose pas en termes de compétition partisane, mais entre « un pôle positif, celui du septembrisme, et un pôle négatif occupé par le radicalisme<sup>1</sup> ». Selon cette logique, la question de la transparence du processus des urnes perd de son importance face à la nécessité salutaire et supérieure de la victoire. Fresco mène ici à son paroxysme la traditionnelle logique factieuse de la politique partisane argentine, dont l'yri-goyenisme est un exemple, consistant à présenter l'adversaire comme une menace pour la République et à se proclamer comme l'unique défenseur authentique des vertus civiques. Ici cependant, il ne s'agit plus de défendre la transparence du suffrage, ni le respect des institutions, mais bien l'œuvre de la Révolution, car

(1) T. Halperín Donghi, *La República imposible (1930-1945)*, Buenos Aires, Ariel, 2004, p. 182.

elle protège de la « démagogie dissolvante » qui surgit inlassablement des urnes.

Par de nombreux aspects, la Marche semble remplir une fonction similaire à celle que Manuel Fresco attribue au vote *viva voce*. Ce dernier doit permettre de sortir de la crise politique par la suppression des principes et des mécanismes consacrés par la loi Sáenz Peña. Inspiré à la fois par l'intégrisme catholique, le fascisme européen et l'expérience du New Deal, le candidat du PDN aspire, au-delà, à réorganiser la société et la politique argentines selon un système corporatif, sous l'égide d'un État régulateur capable de répondre aux nécessités des plus faibles. Dans cette configuration, la fonction attribuée au suffrage ne se pose plus selon les termes de l'idéal libéral. En effet, pour Fresco, alors que le vote secret favorise les décisions individuelles des esprits faibles, la nouvelle forme de vote qu'il appelle de ses vœux doit fonctionner comme une marque publique de courage citoyen et comme une forme d'adhésion collective du peuple envers ses dirigeants. L'élection n'est donc envisagée que comme l'un des rituels de mobilisation d'une citoyenneté strictement encadrée par une autorité dont les fondements doivent reposer sur des facteurs externes et antérieurs au suffrage. En ce sens, la Marche sur Buenos Aires inaugure une tentative de mise en place d'une nouvelle forme de mobilisation et d'intégration populaire visant à conférer une légitimité au futur gouvernement provincial (en amont de l'élection), à partir d'une sorte de rejeu de la geste de septembre 1930.

Toutefois, l'événement porte aussi en germe les limites du projet de Fresco. En effet, sa conception du suffrage est alors largement minoritaire, non seulement au sein de l'opinion publique, mais aussi parmi les membres de la majorité présidentielle et du PDN qui, bien que désenchantés par l'expérience ouverte en 1912, continuent de privilégier les cadres de

la démocratie libérale, tout en se résignant à en transgresser les mécanismes. C'est pourquoi les manifestants du 13 octobre 1935 défilent en citoyens ayant le droit de voter, tout en brandissant le slogan « le pays doit être gouverné par les meilleurs<sup>1</sup> », reflet de la plus classique conception capacitaire propre aux milieux conservateurs libéraux. Quant à la composante militaire des colonnes de partisans, elle renvoie directement à la figure des soldats-citoyens capables de se dresser pour défendre la République et l'unité nationale, restaurées par la Révolution. Par ses formes et ses symboles, la Marche n'affiche donc pas radicalement la volonté de rompre avec les cadres électoraux établis en 1912, bien qu'elle fasse disparaître les libertés individuelles derrière les valeurs de la communauté. Elle reprend ainsi les motifs chers aux traditions républicaines argentines, celles qui valorisent l'action comme vertu civique, mais au sein d'une configuration qui en modifie les sens.

*Marianne González Alemán,  
Universidad de Buenos Aires, Instituto de historia  
argentina y americana « Dr Emilio Ravignani »,  
1002 Ciudad Autónoma de Buenos Aires,  
Argentine.*

---

**Marianne González Alemán** est docteur en histoire de l'Université Paris-I et chercheuse au Conseil national de recherches scientifiques et techniques (Conicet, Argentine), au laboratoire d'histoire argentine et américaine Dr Emilio Ravignani. Elle enseigne également l'histoire à l'Université nationale de Tres de Febrero. Elle a publié de nombreux articles sur le droit de réunion et les usages politiques de la rue à Buenos Aires pendant l'entre-deux-guerres et codirigé avec Eugénia Palieraki l'ouvrage *Revoluciones imaginadas* (RIL editores, 2013). (mariannedel78@gmail.com)

---

(1) « Un desfile de adherentes realizó el Partido demócrata nacional de Buenos Aires », *La Prensa*, 14 octobre 1935, p. 9.